

L'EXPORTATION NON MARCHANDE GEO-STRATEGIQUE : UNE EXPLICATION DE LA SPECIALISATION INTERNATIONALE DES PETITES ECONOMIES INSULAIRES DEPENDANTES

Bernard Poirine, professeur agrégé de sciences sociales, U.F.P

Dans un précédent article (Poirine, 1993), nous avons montré l'importance pour la plupart des petites économies insulaires d'un apport en ressources extérieures prenant la forme d'une rente (naturelle, administrative, militaire, ou privée en provenance de travailleurs émigrés). Beaucoup de ces économies semblent en fait fonder leur développement économique sur la rente, avec un efficacité somme toute remarquable, si l'on en juge d'après le rapport niveau de vie/effort productif effectivement atteint, en comparaison de celui qui peut être obtenu avec d'autres stratégies de développement plus "orthodoxes", telles que la promotion d'exportations marchandes de produits de base ou manufacturés.

Nous exposerons donc l'idée, dans le cas d'une rente/aide extérieure militaire ou administrative, que ce mode de développement peut paraître légitime et viable, dans la mesure où la rente/aide est obtenue en contrepartie d'une exportation non marchande de service militaire, géo-stratégique ou diplomatique vers un grand pays industriel, en provenance d'une île à très faible population: l'échange étant mutuellement profitable, il n'y a pas de raison qu'il cesse, puisqu'il correspond à la logique de l'avantage comparatif pour les deux économies. Nous présentons ici une formalisation théorique complète de cette idée.

La première partie de l'article montre les "faits stylisés" des économies de rente insulaires et leur interprétation théorique actuelle. La deuxième partie présente une formalisation géométrique simple de la théorie de l'échange non marchand entre une grande économie industrielle et une petite économie insulaire. La troisième partie tire quelques conséquences de ce modèle, expliquant la relation inverse trouvée empiriquement entre le population des petites îles et l'aide reçue par habitant. Enfin la

conclusion discute la viabilité de ce mode de développement par la rente, en théorie et en pratique.

I.

Les pays et territoires insulaires et l'économie de rente

De nombreux auteurs (Connell 1988, de Miras 1988, Blanchet 1989, Bertram et Waters 1985, 1986) constatent et parfois déplorent la dépendance de petites économies insulaires envers une forme ou une autre de "rente" extérieure, et cela quel que soit le statut politique de ces pays ou territoires insulaires. Cette rente prend plusieurs formes:

1) rente naturelle (Kiribati, Nauru: phosphate, Nouvelle-Calédonie: nickel, Barhein, Trinidad et Tobago: pétrole).

2) rente militaire, nucléaire ou stratégique (Etats Fédérés de Micronésie, Polynésie Française, Guam, ainsi que Hawaii avant les années soixante et le boom du tourisme).

Ainsi en Polynésie Française les dépenses du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) ont représenté jusqu'à 76% du PIB (en 1976), 67% de la masse salariale (en 1968), et 89% de l'investissement public (en 1966), induisant en peu d'année au Territoire un niveau de vie moyen proche de celui de la Métropole (taux d'équipement automobile 68%, en téléviseur 81%, en magnétoscope 38% en 1988), un déclin rapide du secteur primaire (5% de la valeur ajoutée en 1990), un secteur tertiaire hypertrophié (80% de la valeur ajoutée en 1990), et des importations très supérieures aux exportations: de 56% à la veille de l'arrivée du CEP, le taux de couverture est tombé à moins de 20% à partir des années 70, (35% en tenant compte des recettes du tourisme). Dans les Etats Fédérés de Micronésie sous tutelle américaine:

"Les revenus domestiques couvrent 10 à 15% seulement des dépenses de fonctionnement des

Gouvernements, les crédits alloués par Washington subvenant au complément et à la quasi-totalité des investissements publics -soit 80 à 90% des investissements totaux.- Le secteur public est le moteur de l'économie et emploie 55% des personnes salariées. Peu productif, le secteur privé consiste surtout en commerce d'importation et de distribution. La manne américaine permet de satisfaire les besoins d'importation croissants, passés, par exemple, pour les seuls Etats Fédérés de Micronésie de 21 millions de \$ en 1977 à 49 millions de \$ en 1983 alors que, faute de surplus commercialisable, leurs exportations stagnent autour de 1,6 millions." (Reymondet-Commoy ,1988).

3) rente administrative civile, aide publique étrangère et transferts sociaux

Les îles les plus dotées de ce type de rente sont les DOM-TOM français, et les îles du Pacifique liées à la Nouvelle-Zélande: Niue, Tokelau, Iles Cook, Tuvalu. Pour ces dernières,, l'aide publique couvre 40 à 100% des importations.et finance jusqu'à la moitié du budget des gouvernements, tandis que l'emploi public représente entre 50 et 100% de l'emploi salarié (Bertram et Watters, 1985).

La plupart des économies insulaires du Pacifique bénéficient d'un niveau élevé d'aide internationale par tête, ce qui leur permet, dans bien des cas, d'entretenir un déficit chronique de leur balance commerciale. En moyenne les petites économies insulaires en développement présentent un montant d'aide par tête nettement supérieur à celui des PVD non insulaires, et l'aide par habitant semble inversement proportionnelle à la population totale de l'île: Niue, Tokelau et Tuvalu, les Iles Cook, et les Samoa américaines, en tête du classement, en sont la plus parfaite illustration (cf Tableau 1).

A l'exception près de Nauru [riche de la rente "phosphatière"], l'aide extérieure est présente dans tous les pays indépendants de l'Océanie insulaire. En 1980, elle équivalait déjà au tiers du PIB aux Samoa américaines, aux Salomon, aux Tonga, à près de la moitié de celui des îles Cook et des Samoa occidentales et à la presque totalité de celui du Kiribati. ATuvalu, à Niue, à Tokelau et en Micronésie américaine l'aide extérieure s'avérait même supérieure au PIB.

Les DOM/TOM français sont particulièrement dépendants des dépenses administratives et des transferts sociaux en provenance de la Métropole, qui leur permettent d'entretenir un fort déficit commercial, puisque le taux de couverture des importations par les exportations est (en 1991) de 13% à la Martinique, 9% à la Guadeloupe, 7% à la Réunion, 9% en Guyane, 12% en Polynésie Française. En contrepartie, les DOM et les TOM bénéficient d'un alignement progressif de leurs conditions de vie sur celles de la Métropole, en matière d'équipement collectif et de consommation privée, comme le montre l'indicateur synthétique imparfait que constitue le PIB par habitant (cf Tableau 2).

5) rente fournie par les envois de travailleurs émigrés à leur famille restée dans l'île.

De nombreuses îles dépendent beaucoup des envois de travailleurs émigrés: Tonga, Samoa américaines, Samoa occidentales, Iles Cook, Niue, Tokelau, Antilles françaises et autres îles des Caraïbes. Le nombre des émigrés peut quelquefois dépasser celui des habitants restés dans l'île. Selon Bertram & Watters (1985) le pourcentage de population émigrée est passé, entre 1951 et 1981, de 6% à 44% aux Iles Cook, de 7 à 61% à Niue, de 1 à 45% à Tokelau. L'émigration est également très forte aux Samoa Occidentales (vers les Samoa américaines) et aux Samoa américaines (voir tableau 3).

Au-delà des déclarations de principe sur l'objectif de "self-reliance", les Etats insulaires du Pacifique ont continué en général à devenir, après l'indépendance politique, de plus en plus dépendants économiquement de l'aide des économies occidentales et des mandats de travailleurs émigrés. Les plus pauvres de ces Etats sont passés "de la subsistance à la subvention" et du "statut productif au statut de rentier", selon J. Connell (1988):

"Malgré l'accent mis unanimement après l'indépendance sur le besoin d'une plus grande autonomie ("self reliance"), (...) cette rhétorique n'a pu cacher la réalité d'une intégration économique croissante. Les micro-états insulaires sont devenus de plus en plus dépendants de

l'extérieur pour le capital (aide, prêts, envois de fonds des émigrés, investissements privés étrangers), pour la technologie, les biens de consommation, l'expertise technique, et même le changement culturel.(...) Dans les plus petits états insulaires, et dans les territoires dépendants où l'aide (et les envois de travailleurs émigrés) ont été substantiels, l'économie a évolué de l'auto-subsistance à la subvention (...) les plus petits territoires et états insulaires, par choix, et les plus grands, par manque d'autres options, ont accru leurs liens avec les puissances métropolitaines et sont passés d'un statut productif à un statut de rentier.(...)"¹

Ces économies s'adaptent alors à la rente comme dans les économies pétrolières (dutch disease), provoquant une hypertrophie des activités protégées de la concurrence internationale (bureaucratie, services marchands, BTP et activités connexes), ce qui pour certains apparaît comme un développement "intégré", "induit", "excentré", donc malsain car contraire à l'objectif de "développement autocentré" (Blanchet, 1987, 1989)², et pour d'autres apparaît comme le signe d'une économie "hétérogène", "déséquilibrée", "désarticulée", "non structurée" (Conseil Economique et social, 1987), une "économie de transferts", "excroissance" de l'économie métropolitaine (de Miras, 1987, 1988).

"L'économie (des DOM) est composée d'activités à finalités différentes: elle est hétérogène. Elle ne forme pas un tout avec une dynamique interne: elle est inarticulée, ses composantes manquant de synergie (...) les économies d'outre-mer déséquilibrées, hétérogènes, désarticulées ne sont pas structurées pour affronter la compétition internationale" (Conseil Economique et Social, 1987)."

"(...) l'impact multiplicateur et industrialisant de la rente est nul, la consommation finale interne s'accélère, les importations de biens de consommation augmentent en conséquence, les activités de services ou improductives s'étendent (...) l'étroitesse du tissu productif est le résultat de la disponibilité d'un surplus sans contre-valeur ajoutée locale (...) la puissance et les résultats de l'économie de transferts, la pénétration de sa logique dans les pratiques économiques les plus quotidiennes constituent sans doute des obstacles importants à une métamorphose spontanée et rapide de l'économie martiniquaise.". De Miras Claude, (1988): "L'économie

martiniquaise: croissance ou excroissance ?”, *Revue Tiers Monde*, tome XXIX , N° 114, 1988.

Dans cette optique, le développement des économies de rente est fondamentalement malsain: il n’est pas viable à long terme car il ne repose pas sur des ressources propres et freine le développement des secteurs “productifs” (primaire, secondaire, tourisme...).

Pour d’autres auteurs (Poirine 1993, Bertram, 1986), il s’agit au contraire d’un modèle de développement viable, conforme à la logique de l’avantage comparatif, cohérent et durable (“sustainable”) à long terme, en raison de la stabilité prévisible des transferts reçus.³

En particulier, Bertram décrit un modèle de développement particulier aux petits Etats et Territoires insulaires du Pacifique dans l’orbite de la Nouvelle-Zélande: le modèle “MIRAB” (Migrations, Remittances, Aid, Bureaucracy: Emigration, Mandats de travailleurs émigrés, Aide publique, Bureaucratie), où l’économie repose sur les ressources extérieures provenant de l’aide publique d’un Etat industriel, et des envois de travailleurs émigrés à leur famille. Ces ressources permettent de financer un fort déficit commercial sans dommage pour l’équilibre des paiements courants. Une version légèrement modifiée de ce modèle est le modèle “ARABE” (Aide, Rente Atomique, et Bureaucratie d’Etat), que nous avons observé en Polynésie Française (Poirine 1991), où l’émigration est interne, des archipels vers le secteur militaire stratégique enclavé (Centre d’Expérimentation du Pacifique - CEA) qui apporte localement les hauts salaires de l’économie industrielle.

Mais il faut alors expliquer sur quoi repose la pérennité de la rente militaire ou administrative accordée par un grand pays ayant des relations “privilégiées” avec la petite économie insulaire. On évoque alors souvent des arguments politiques et géo-stratégiques.

Cette explication relève en fait de la théorie traditionnelle de l’échange international, pour peu qu’on y introduise la notion d’échange de services publics non

marchands: l'avantage comparatif des petites îles résiderait alors dans l'exportation à destination des grands Etats d'un service public non marchand de nature géo-stratégique, diplomatique et/ou militaire.

Le modèle géométrique ci-dessous montre pourquoi la coopération entre un grand pays et une petite économie insulaire va s'instaurer au bénéfice des deux partenaires, à la condition que la grande économie consente à verser une "rente" qui n'est en réalité que la contrepartie de l'exportation "invisible" de service non marchand de la petite économie insulaire vers la grande économie métropolitaine.

II.

La théorie de l'échange international non marchand : une approche géométrique

1) Les hypothèses

- Il y a 2 pays (un grand industriel, un petit insulaire), et 2 produits.
- Le premier produit X est un bien échangeable produit dans les deux pays, qui sert également de numéraire.
- Le deuxième produit Y est un service "public", "non marchand", "invisible", tel que par exemple la "défense nationale", la "dissuasion nucléaire", "l'influence géo-stratégique et diplomatique internationale". Le terme "public" a ici le sens qu'on lui donne dans la théorie des biens "publics" (consommation collective non exclusive: la consommation d'un citoyen ne diminue pas celle d'un autre, on ne peut exclure un consommateur sans exclure tous les autres). Le terme "non marchand" signifie qu'il n'existe pas de marché, et donc pas de prix de marché international pour ce service. Le terme "invisible" signifie qu'on a à faire à une exportation de service.

Ce produit a pour caractéristique de n'avoir aucune valeur pour l'usage interne du petit pays, qui ne cherchera donc pas à le produire pour lui-même en situation d'autarcie (c'est le cas aussi de certains produits "naturels" comme le phosphate, extraits uniquement pour l'exportation).

Par ailleurs ce produit nécessite pour sa production des facteurs (facteur naturel et travail, notamment) spécifiques au petit pays insulaire.

Par exemple, la situation naturelle d'une île peut offrir des services géo-stratégiques en raison de sa position géographique: elle peut permettre d'installer un site d'essai balistique, nucléaire, ou une base qui remplace le coût d'un porte-avion. Il faut employer une main d'oeuvre locale sur place pour "fabriquer" ces services au

moindre coût.

- Le petit pays présente donc un avantage comparatif dans la production du bien Y, en raison de sa situation géographique privilégiée (son bloc de production est déformé en direction de la production du bien Y, car la productivité des facteurs locaux est plus forte dans cette activité que dans l'activité "traditionnelle" locale de production de X).

- Il n'y a pas de mobilité des facteurs entre les deux pays. Cette hypothèse, classique dans l'économie de l'échange international, est irréaliste certes, et pourrait être évitée, mais l'analyse simultanée de l'émigration et des transferts de capitaux nécessiterait un modèle beaucoup plus complexe qui n'apporterait pas grand chose de plus du point de vue du problème étudié ici .

- Il y a des coûts d'opportunité croissants pour les deux productions dans les deux pays.

2) Représentation géométrique

Dans le diagramme 1, on représente le bloc des possibilités de production du grand pays selon l'aspect habituel: il représente les différentes combinaisons de Y_g et de X_g que le grand pays peut produire en autarcie en utilisant le mieux possible les facteurs existants.

Le bloc de production du petit pays est représenté selon un système d'axe inversé $X_pO'Y_p$. Dans l'hypothèse de la spécialisation et de l'échange international, les différentes manières de répartir la production des deux biens le plus efficacement possible entre les deux pays sont obtenues en faisant glisser le bloc de production inversé du petit pays sur la frontière du bloc de production du grand pays, en gardant toujours un seul point de tangence entre les frontières des deux blocs (Muchielli & Sollogoub, 1980: 212).

La production maximum combinée des deux pays est alors obtenue sur la frontière

FS" qui représente la frontière des possibilités de production des deux pays associés, lieu de l' "origine" du bloc de production inversé du petit pays lorsqu'on déplace celui-ci le long de la FPP du grand pays.

La courbe d'indifférence collective du petit pays entre les deux produits (Up) est verticale: ceci traduit le fait que les habitants n'attachent aucune valeur à la consommation interne du service public non marchand Y, qui n'a d'utilité que pour les habitants du grand pays.

Il en résulte que le petit pays en autarcie produira toujours la quantité maximum du bien X: la quantité O'A sur l'axe Xp.

Donc, en autarcie, le maximum de production totale pour l'ensemble des deux pays est donné par la frontière SS", qui est la FPP (frontière des possibilités de production) du grand pays augmentée vers la droite (dans la direction de X) de la production maximum en bien X du petit pays: $O'A = S'S$ ".

L'écart entre la FPP des 2 pays en autarcie (SS") et avec échange (FS") représente le gain de l'échange. On voit qu'en terme du numéraire X, il est d'autant plus important qu'on se déplace vers la gauche de la FPP du grand pays (préférence pour le service public non marchand).

Le petit pays ne participera à l'échange que s'il en retire une consommation plus grande de bien X qu'en autarcie. La frontière FS', lieu du coin "nord-ouest" du bloc de production du petit pays lorsque celui-ci se déplace le long de la FPP du grand pays en lui restant tangent, laisse à gauche les points qui seront préférés à l'autarcie par le petit pays: c'est la "courbe d'indifférence à l'échange" de celui-ci (voir par exemple Kindleberger & Lindert, 1981, p 595). En effet, tout point à gauche de la frontière indique une consommation de X supérieure à celle obtenue en autarcie (O'A).

Cette frontière est aussi la frontière des possibilités de consommation en cas d'échange du grand pays: c'est le maximum qu'il puisse obtenir par l'échange, en accaparant tout le gain de l'échange pour lui-même.

Au total, l'échange sera mutuellement profitable dans l'ensemble délimité par la frontière SS'FS, c'est à dire au nord-est de la FPP du grand pays et au sud-ouest de la courbe d'indifférence à l'échange du petit pays.

3) Exemples d'échanges mutuellement profitables (voir diagramme 2)

Supposons que l'île soit un petit territoire politiquement intégré au grand pays. Seule compte alors la courbe d'indifférence collective du grand pays: l'intérêt de l'ensemble national (incluant le territoire) l'emporte sur l'intérêt particulier des habitants de l'île. Soit U_{g+p} cette courbe d'indifférence collective nationale élargie à l'île, et U_g la courbe d'indifférence collective "métropolitaine" excluant l'île. En l'absence d'échange avec l'île, le grand pays produira Y_a et X_a correspondant au point Q_a où U_g est tangente à la FPP SS'.

L'intégration de l'île dans l'ensemble national et la possibilité de l'échange permettent d'atteindre des points supérieurs à Q_a , par exemple le point O' situé sur la courbe d'indifférence U_{g+p} . Pour atteindre ce point, il faut que le grand pays se spécialise plus dans la production de X , en passant de Q_a à Q_e sur la FPP, avec $Y_e < Y_a$ et $X_e > X_a$. Tout point situé au dessus de U_g mais en dessous de la courbe d'indifférence à l'échange du petit territoire FS' est préférable du point de vue du bien être des habitants du grand pays, à la solution de repli sur le territoire métropolitain. En ce qui concerne les habitants du petit territoire, il y trouveront également bénéfice dans la mesure où ils obtiennent plus du bien X que dans la solution autarcique, c'est à dire, s'ils se situent en dessous (ou à gauche) de la frontière FS'. Ce sera le cas en particulier au point E : en ce point, le niveau de bien être de l'ensemble national intégré est maximum, puisque la production totale correspond au point O' . Les habitants du grands pays atteignent un bien être plus élevé qu'en l'absence du territoire insulaire, car ils ont autant de X qu'en Q_a (X_a), mais plus de Y ($Y_a + Q_a E$). Les habitants de l'île obtiennent plus de X qu'en autarcie: $O'E$ au lieu de $O'C'$. Il y a donc un gain mutuel permis par l'intégration politique et l'échange économique.

Le petit pays va se spécialiser relativement plus dans la production du service

public non marchand Y: il en produit la quantité $O'A'$, qu'il exporte à destination du grand pays. Il doit réduire sa production de X à la quantité $O'B'$, au lieu de $O'C'$ en autarcie. Il ne sera donc disposé à l'échange que si le grand pays comble d'abord la différence $B'C'$, mais également rajoute une "incitation" en terme de biens X, par exemple en donnant la quantité $XaXe = B'E$ qu'il a gagnée en reportant une partie de ses facteurs vers la production de X au lieu de celle de Y. Comme le grand pays a un avantage comparatif dans la production de X et le petit pays dans celle de Y, le petit pays peut maintenant recevoir une quantité de X supérieure, et le grand pays une quantité de Y supérieure; à celle de la situation d'autarcie.

Cet exemple donne un échange qui semble bénéficier plus au grand pays qu'au petit pays, car proche de la frontière d'indifférence à l'échange du petit pays.

Mais la négociation peut très bien déboucher sur n'importe quel point du segment $C'D$, au nord-ouest de la courbe d'indifférence collective Ug du grand pays mais au sud-ouest de la courbe d'indifférence à l'échange du petit pays (FS').

Cependant, le petit territoire ne peut choisir de façon indépendante la répartition de ses ressources entre les deux produits: elle lui est dictée par le choix "collectif" du point O' , qui détermine simultanément l'affectation des ressources des deux "pays" aux deux "produits" X et Y. Dans ce sens, on peut dire que l'économie de rente lui est imposée, avec toutes les conséquences négatives que cela implique (dutch disease, perte de l'auto-suffisance alimentaire, choc culturel...), mais aussi les conséquences positives non négligeables (infrastructures, télécommunications, niveau de vie, couverture sociale et sanitaire, etc...).

Voyons maintenant le cas d'une petite île indépendante. Dans le diagramme 2, il n'existe plus de courbe d'indifférence nationale $Ug+p$ s'imposant à l'ensemble constitué de la grande économie et du petit territoire intégré politiquement. Il n'y a donc pas un choix unique O' possible sur la FPP combinée des deux pays FS ". Le grand pays exigera de se situer au nord-est de sa courbe d'indifférence collective Ug , le petit pays exigera de recevoir plus de X qu'en autarcie, donc de se situer au sud-ouest de sa

courbe d'indifférence à l'échange FS'. Ceci délimite une région à l'intérieur de laquelle la négociation permettra de trouver un point satisfaisant pour les deux parties. Ce compromis dépendra peut être de la possibilité de faire jouer une concurrence entre les grands pays (pour le petit pays), ou entre les petits pays (pour le grand pays) pour la fourniture du bien géo-stratégique Y. Mais à nouveau, *le gain de l'échange sera mutuel, même sans intégration politique de l'île, et donc on peut supposer qu'une île indépendante aurait intérêt à entrer dans l'échange, même au prix d'une limitation possible de sa souveraineté, dans les domaines militaire et diplomatique, notamment.*

Que l'île soit indépendante ou non, plus la courbe d'indifférence collective U_g du grand pays valorise le service public Y (plus la "demande" est forte pour ce "service", par exemple en raison d'une "guerre froide" entre les grandes puissances), plus le point Q_a se déplace vers le nord-est sur la FPP du grand pays, plus la FPP du petit pays se déplace également vers le nord-est de la FPP du grand pays, ce qui implique à l'intérieur du petit pays une réallocation "optimale" des ressources privilégiant la production pour l'exportation de Y à la production pour le marché intérieur de X: c'est l'équivalent du "syndrome hollandais", version exportation non marchande, qui implique une pénétration croissante du marché intérieur du petit pays par les exportations marchandes du grand pays. Cette "hypertrophie" de l'activité tertiaire non marchande exportatrice de Y permet d'élever le niveau de consommation marchande de X au delà de ce que pourrait apporter l'autarcie au petit pays: une partie croissante des ressources de celui-ci doit être détournée de la production marchande (du secteur "productif") pour obtenir le service non marchand exportable. Ce faisant, le petit pays insulaire utilise plus efficacement ses ressources rares et augmente sa consommation marchande de X, la seule qui lui importe. *Dans le cadre de la théorie, donc, le déficit des échanges marchands et la dépendance qui en résulte n'est pas "pathologique", mais logique, et même indispensable à la spécialisation internationale selon les principes de l'avantage comparatif, qui permet à la population du petit pays de se situer sur une plus haute courbe d'indifférence collective (ici, une droite d'indifférence plus éloignée de l'origine O' qu'en autarcie), donc d'obtenir un plus grand bien être collectif.*

Dans le cas de l'île indépendante, ce choix n'est pas imposé. Il est libre (à l'exception de Cuba, forcée par les USA d'accueillir la base de Guantanamo). Il ne dépend pas du "goût" des habitants de l'île pour le bien Y. Le gain global de l'échange est clair: il est démontré par le fait que la frontière des possibilités de production commune aux deux pays avec échange (FS") est située au delà de la frontière des possibilités de production en autarcie (SS").

III.

L'Economie insulaire “de rente” ou “de transfert” : un aspect de la division internationale du travail ?

On s'aperçoit ici que la “rente” accordée par un grand pays à un petit pays ou territoire insulaire n'est pas en général sans contrepartie, même si l'échange est de nature moins évidente car concernant un “service public non marchand” invisible. N'étant pas sans contrepartie, la “rente” est par conséquent susceptible d'une certaine stabilité dans le temps, du moins tant que le produit public non marchand faisant l'objet de l'échange conserve une valeur pour le grand pays.

Le déficit extérieur du petit pays insulaire est en fait un artifice comptable: l'exportation “invisible” du service public n'est pas comptabilisée, car non marchande, mais elle est néanmoins réelle et tout aussi “concrète” qu'une exportation visible et marchande. Si on prend l'exemple de la Polynésie Française, son taux de couverture, y compris les recettes du tourisme, est de 20% environ pour les échanges marchands, mais si on rajoute les exportations non marchandes évaluées par les dépenses relatives aux activités militaires en PF, on obtient un bilan presque équilibré des échanges marchands et non marchands.

Le chiffre élevé des “transferts publics reçus de l'extérieur” est lui aussi artificiel: c'est le prix “officieux” à payer en pratique, pour obtenir la production sur place du service public non marchand que le petit pays insulaire exporte vers le grand pays: par exemple des travailleurs doivent être détournés des productions agricoles traditionnelles pour être incités à travailler dans des bases militaires. Il faut donc remplacer les denrées perdues par ce détournement de ressources vers l'exportation non marchande, par le recours à l'importation en provenance du grand pays, grâce aux “transferts publics” qui servent à payer ces employés locaux, et d'autres expatriés, et qui forment une demande sans contrepartie du côté de l'offre productive locale, d'où un déficit “mécanique”, celui de n'importe quelle banlieue ou “ville de garnison” d'un grand pays

industriel.

Du point de vue de ses effets sur l'économie intérieure, la présence de revenus d'exportation peut être analysée exactement de la même manière, que cette exportation soit privée et marchande ou publique et non marchande, que la rente soit pétrolière ou géo-stratégique: en particulier, il s'ensuit, comme dans les économies pétrolières, un "syndrome hollandais": une surévaluation du taux de change réel qui décourage les productions de biens échangeables dans les secteurs non protégés naturellement ou artificiellement de la concurrence étrangère (voir Bertram & Watters, 1985:512, Alam S., 1982, Poirine B. 1991:747-753).

Le modèle ci-dessus montre que *pour l'économie insulaire indépendante ou non, la spécialisation dans l'exportation non marchande de services internationaux géo-stratégiques est préférable à l'autarcie: elle permet d'atteindre une plus haute courbe d'indifférence collective, par l'obtention d'une quantité supérieure du bien marchand X, grâce à l'échange de Y avec le grand pays.* Au fur et à mesure qu'on se déplace vers le haut sur la FPP du grand pays, c'est à dire vers une spécialisation croissante des deux pays, l'un vers X (le grand pays), l'autre vers Y (le petit pays), on constate que les ressources du petit pays se trouvent de plus en plus détournées du secteur "productif" (de bien X), vers le secteur improprement appelé "improductif" (c'est à dire le secteur qui produit le service non marchand Y). *Adaptation "optimale" donc, et non "syndrome" d'un "mal". Plus l'économie du petit pays est "intégrée" par l'échange géo-stratégique dans l'orbite du grand pays, plus son économie devient celle d'une "banlieue ultra périphérique", pour le meilleur (niveau de vie) et pour le pire (dépendance économique et limitation de souveraineté).*

L'avantage comparatif des petites économies insulaires réside dans cette production de service public non marchand, bien plus que dans celle de produits primaires ou manufacturés, ou bien de services comme le tourisme ou les services financiers. En raison du handicap bien connu des rendements d'échelle croissants dans la production de services de souveraineté, de diplomatie et de défense nationale, de

nombreuses petites communautés insulaires ont choisi d'échanger une limitation variable de leur souveraineté nationale contre l'exportation vers une grande puissance tutélaire d'un service géo-stratégique, diplomatique et/ou militaire, (et/ou si nécessaire, de travailleurs émigrés vers la métropole industrielle) qui leur permet d'obtenir un niveau de vie intermédiaire entre celui des puissances industrielles tutélaires et celui des petites îles restées indépendantes (la plupart de ces dernières sont en réalité très dépendantes de l'aide internationale, comme les Tonga, le Vanuatu, ou les Samoa occidentales). Ce niveau de vie fondé sur une économie de "ville de garnison" ou de "banlieue ultra-périphérique" d'une grande métropole industrielle. Enfin la théorie de l'échange international non marchand explique pourquoi les îles en général perçoivent une aide nettement plus importante que les pays continentaux équivalents: leur intérêt stratégique est supérieur, car elles présentent une bien meilleure "productivité" dans la production du "service public non marchand géo-stratégique" que les territoires continentaux d'égale superficie. Par ailleurs, si la rente extérieure représente la contrepartie d'un service public indivisible, diplomatique ou géo-stratégique, qui résulte principalement de facteurs naturels (géographiques notamment) et politiques, il est logique qu'elle soit d'un montant indépendant du nombre d'habitants qui habitent sur l'île. Donc, *la rente extérieure par habitant sera inversement proportionnelle à leur nombre* car pour la puissance tutélaire (voir graphiques 1 et 2), le rapport coût/bénéfice de la rente accordée est d'autant plus faible que les habitants sont peu nombreux: il est plus "rentable" d'aider les îles moins peuplées. *Paradoxalement donc, plus l'île est petite, plus elle risque d'être "viable" économiquement grâce à la rente géo-stratégique extérieure.*

Le graphique 1 (en coordonnées doublement logarithmique) vérifie cette loi pour les îles du Pacifique (voir aussi tableau 5). Elle est également vérifiée pour la plupart des îles indépendantes dans le monde, comme le montrent le tableau 4 et le graphique 2.

Conclusion:

La viabilité du développement par la rente dans le cadre de la théorie de l'échange non marchand

La "viabilité" du mode de développement par la rente doit être examinée dans ce contexte: l'exportation publique non marchande est-elle plus ou moins susceptible de recettes stables et en progression régulière que celle de produits privés marchands tels que produits de base, tourisme ou services financiers ? L'option de développement par la rente est-elle à plus haut risque que la promotion d'exportations marchandes "classiques" ?

Aspect théorique du problème

Il existe effectivement un danger pour le petit pays: si le contexte géo-stratégique international est défavorable à la consommation du bien Y qui intéresse le grand pays, la courbe d'indifférence collective de ce pays va se rapprocher de la verticale pour refléter le fait que le bien Y géo-stratégique est moins désiré. Il va en résulter un déplacement de l'optimum autarcique vers le sud-est de la FPP du grand pays, par exemple de B vers C. Or, plus on se dirige vers le bas et la droite sur la frontière SS', plus le gain de l'échange pour les deux pays devient faible, car l'écart entre SS" (FPP d'autarcie) et FS"(FPP d'échange) se réduit. Dans ces conditions chaque pays trouve de plus en plus limité le gain en cas d'échange, et peut donc être tenté de l'abandonner . Comme les gains à partager sont plus faibles, la négociation devient plus âpre. Pour le petit pays ou Territoire insulaire, ceci signifie une perte de sa position de force dans la négociation, ce qui veut dire une probable diminution de la rente qu'il peut obtenir du grand pays en échange de sa collaboration à la production du service Y: on retrouve ici un problème similaire à celui de la détérioration des termes de l'échange pour les pays qui exportent des produits dont la demande mondiale est peu élastique par rapport au revenu.

Portée pratique du danger théorique de baisse de la rente

Le contexte géo-stratégique, diplomatique et militaire évolue rapidement, notamment depuis quelques années, rendant moins évident la valeur de territoires insulaires stratégiques dans le monde, avec la fin de la Guerre Froide et l'effondrement du communisme. Ceci laisse à penser que la désirabilité relative de Y diminue, et que les grandes puissances se positionnent de plus en plus vers le coin de leur frontière des possibilités de production proche de l'axe des X, où l'échange devient plus aléatoire, conflictuel, car moins avantageux pour les deux partenaires. Le brusque abandon économique de Cuba par l'ex-URSS montre à quel point il est dangereux pour une île de "mettre tous ses oeufs dans le même panier".

Mais la valeur stratégique d'archipels isolés s'évalue à très long terme: qui aurait pu prévoir l'importance que prendrait un jour Mururoa, Hao et Fangataufa pour la France; Guam, Midway, Bora-Bora, Bikini, Eniwetok, Johnston, Kwajalein, Cuba ou Grenade pour les USA, les Malouines pour la Grande Bretagne et l'Argentine ? Ainsi, en Polynésie Française, l'arrêt des essais nucléaires à Mururoa, signifierait-il un arrêt de l'exportation non marchande de la Polynésie Française vers la France, donc de la "rente" ? Théoriquement oui, mais, comme pour les autres DOM-TOM, l'exportation non marchande de la Polynésie Française n'est pas seulement militaire, elle est aussi à long terme géo-stratégique et culturelle. Enfin, il y a la raison du coeur, l'attachement historique, culturel et humain, qui n'est pas un vain mot, mais qu'il est difficile de mettre en équation .

Tableaux, diagrammes et graphiques

Tableau 1:
Aide par habitant et en % du PIB (ou PNB) et PNB/habitant
dans les îles de moins d'un million d'habitant en 1984

Iles-Etats	Aide par hab en \$ U.S.	Aide en % du PIB	Population	PNB/HAB. en \$ U.S.
Niue	1 108,4	13,3	2 887	832,0
Tuvalu	731,0	175,7	7 524	416,0
Bahreïn	488,6	4,7	406 489	10 480,0
Cook Islands	421,1	36,4	19 000	1 158,0
Iles Salomon	310,1	12,8	62 551	2 430,0
Grenades	302,5	34,4	90 909	880,0
Seychelles	251,5	10,8	68 376	2 340,0
Dominique	222,8	20,6	74 074	1 080,0
Cap Vert	208,6	65,2	312 500	320,0
Vanuatu	204,1	29,9	120 059	683,0
Kiribati	189,8	41,3	62 700	460,0
Tonga	151,9	19,8	104 031	769,0
Sao Tome & Principe	130,1	40,7	93 750	320,0
Samoa	126,3	20,4	158 320	619,0
Comores	101,3	43,5	381 974	233,0
St Christophe & Nevis	83,4	6,0	43 165	1 390,0
Bahamas	48,4	1,1	225 352	4 260,0
Fidji	46,1	2,5	679 348	1 840,0
Maldives	43,2	10,0	175 926	432,0
Sainte Lucie	42,9	3,8	132 743	1 130,0
St Vincent & Grenadines	36,9	4,1	111 111	900,0
Barbade	34,7	0,8	253 456	4 340,0
Malte	31,2	0,9	359 050	3 370,0
Antigua & Barbuda	29,3	1,6	81 967	1 830,0
Chypre	26,1	0,7	665 738	3 590,0
Moyenne (*)/total	125,1	4,6	4 693 002	2 713,6
Iles -Territoires				
Tokelau (NZ)	1 375,0	316,1	1 600	435,0
Micronésie américaine	1 244,3	115,9	149 000	1 073,8
Samoa américaines	1 190,1	25,4	34 115	4 690,0
Polynésie Française	1 013,6	12,4	169 700	8 190,0
Nouvelle Calédonie	885,1	14,2	147 436	6 240,0
Guam	837,2	12,7	115 502	6 580,0
Martinique	758,6	18,6	325 986	4 083,0
Réunion	655,3	17,8	528 455	3 690,0
Guadeloupe	396,4	11,1	331 008	3 583,0
Antilles néerlandaises	245,9	4,3	256 184	5 660,0
Montserrat	27,6	6,0	65 217	460,0
Bermudes	1,7	0,0	58 191	15 810,0
Moyenne (*)/total	649,3	13,8	2 182 393	4 700,1
Etats insulaires	125,1	4,6	4 027 264	2 713,6
Territoires	649,3	13,8	2 124 202	4 700,1
Total général	283,0	8,8	6 151 466	3 199,6
Territoires/Etats	5,2	3,0		1,7
Polynésie F./Etats ins	8,1	2,7		3,0

(*) Moyennes pondérées par la population ou le PIB

Sources: UNCTAD; U.N Statistical Yearbook, Antheaume et Bonnemaïson (1988)

Tableau 2**PIB par habitant dans les DOM TOM**

en F français.

	1970	1983	1986	1986 100= France	Tx de var° annuel .
France métropolitaine	15 413 F	71 900 F	91 210 F	100	11,8%
Polynésie Française	10 255 F	56 402 F	84 327 F	92	14,1%
Nouvelle Calédonie	20 204 F	43 006 F	52 658 F	58	6,2%
Guadeloupe	4 147 F	25 719 F	31 568 F	35	13,5%
Martinique	4 917 F	30 484 F	41 674 F	46	14,3%
Réunion	4 525 F	26 008 F	36 274 F	40	13,9%

Source: INSEE.(TEF 90), ITSTAT.

Tableau 3

	Taux de couverture 1980-83	Déficit ext/hab A\$ (1983)	% d'émigrés dans les originaires de l'île (*)
Iles Cook	50%	2501	66
Niue	21%	626	78
Kiribati	30%	nd	4
Tokelau	33%	343	62
Tuvalu	54%	207	15

Sources: Bertram et Watters (1985) et (*) Hayes (1991) pour l'émigration.

Tableau 4**Population et aide par habitant en 1988**

Petits pays insulaires (jusqu'à 1 million d'hab.)

Pays	Population	Aide/habitant
	en milliers	en \$ US
St Kitts & Nevis	43	326
Kiribati	67	243
Seychelles	68	304
Dominique	81	210
Antigua & Barbuda	84	101
Tonga	101	186
Grenade	102	201
Sao Tome & Principe	119	202
St Vincent	122	136
St Lucia	145	121
Vanuatu	151	260
Samoa occidentale	168	182
Belize	182	137
Maldives	203	135
Salomon	304	192
Cap Vert	352	246
Comorres	442	116
Fidji	732	74
Maurice	1 048	57

Source: World Bank, Pacific Islands Economies: Toward higher growth in the 90s.

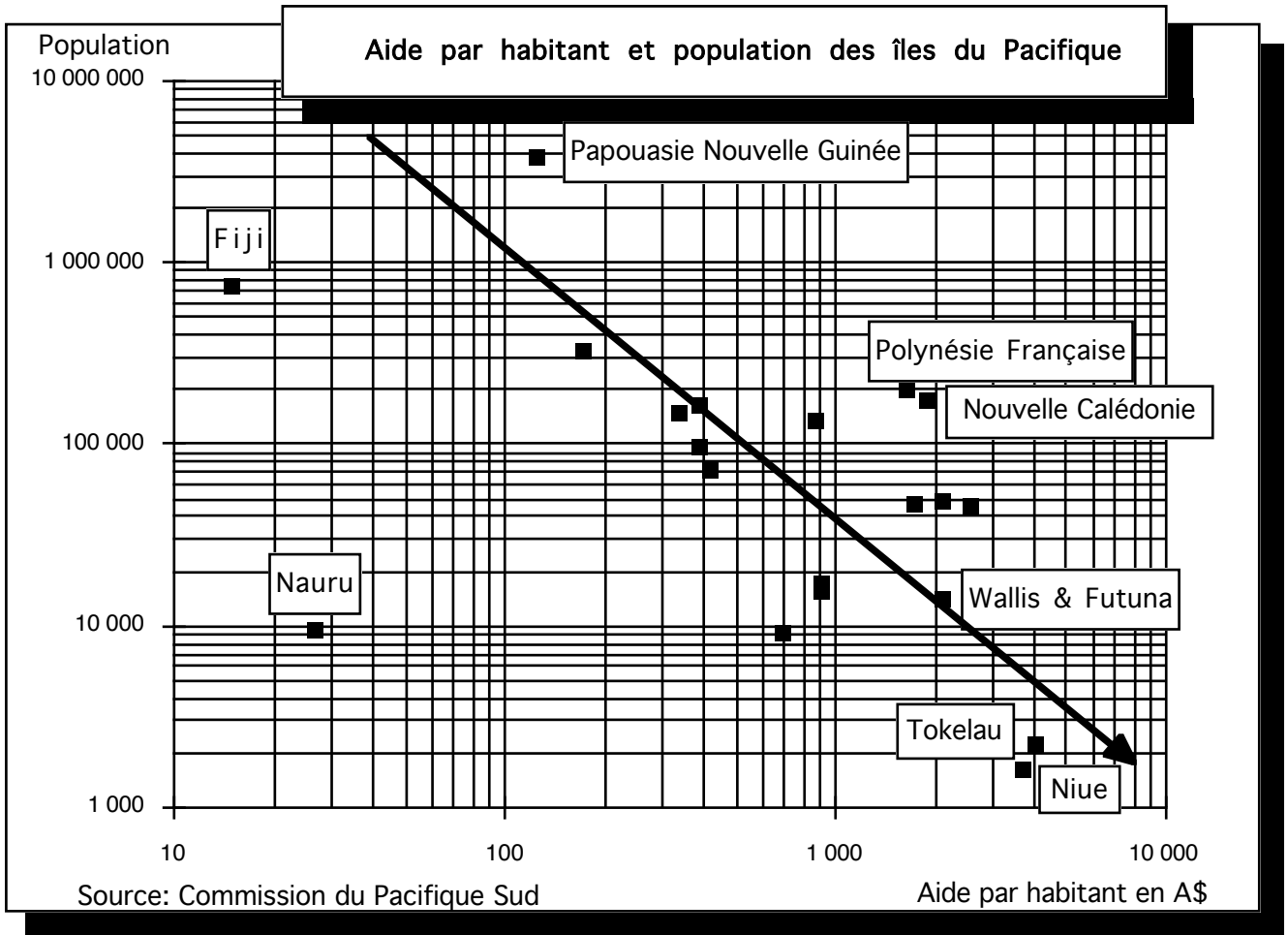
Tableau 5

Population et aide par habitant en 1990-91

	Population	Aide/habitant en \$ australien
Niue	2 200	4 034
Tokelau	1 600	3 750
Iles Mariannes du Nord	44 600	2 573
Wallis et Futuna	13 700	2 124
Samoa américaines	47 200	2 117
Nouvelle Calédonie	169 900	1 901
Iles Marshall	46 200	1 733
Polynésie Française	196 300	1 662
Iles Cook	17 000	912
Palau	15 200	907
Guam	133 900	878
Tuvalu	9 000	694
Kiribati	71 800	420
Samoa occidentales	160 300	395
Tonga	96 400	389
Vanuatu	147 500	337
Iles Salomon	320 000	174
Papouasie Nouvelle Guinée	3 727 200	127
Nauru	9 400	27
Fiji	732 000	15

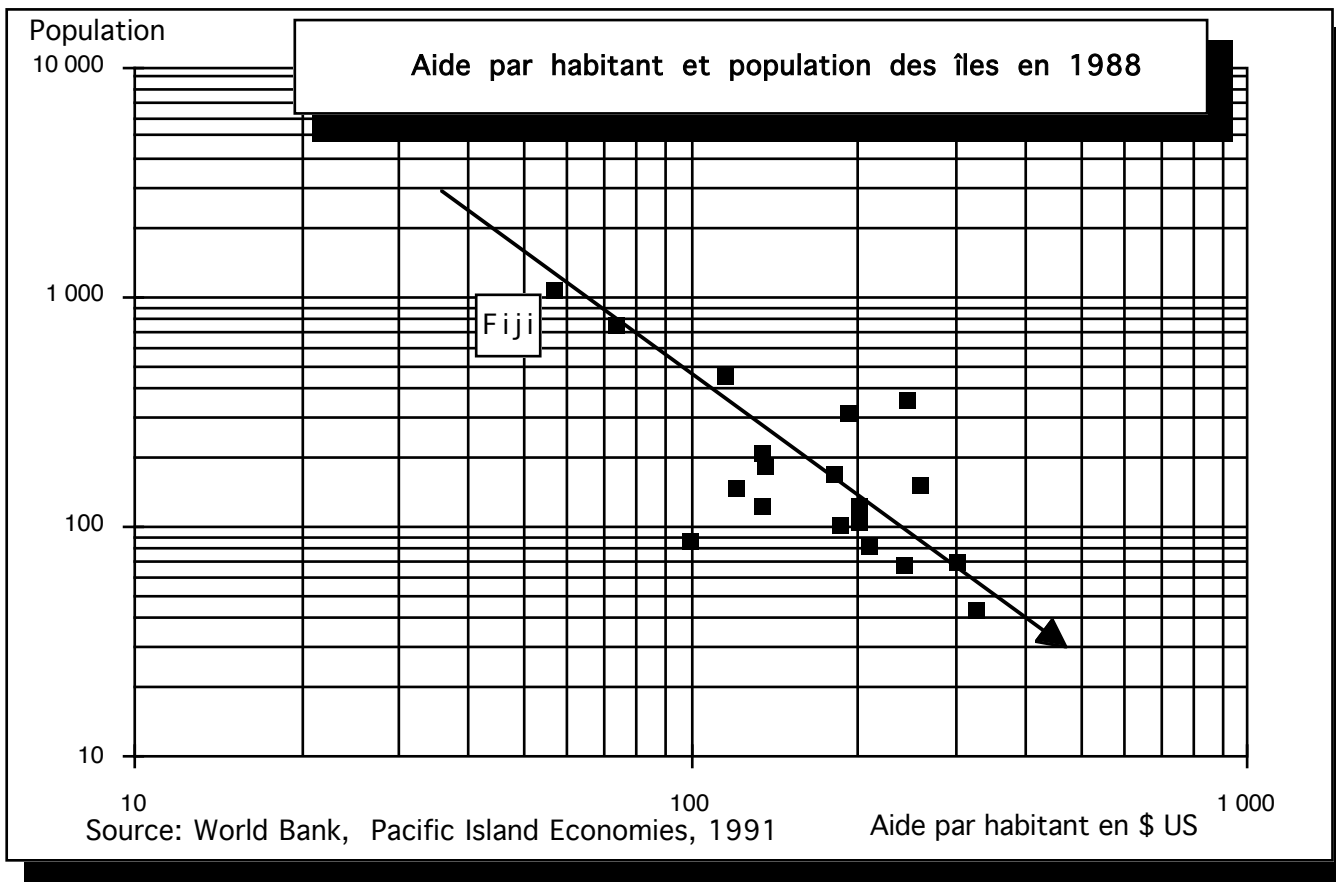
Source: Commission du Pacifique Sud, Nouméa.

Graphique 1



Source: voir tableau 5

Graphique 2



Source: voir tableau 4

Diagramme 1:
construction des FPP en autarcie et avec échange

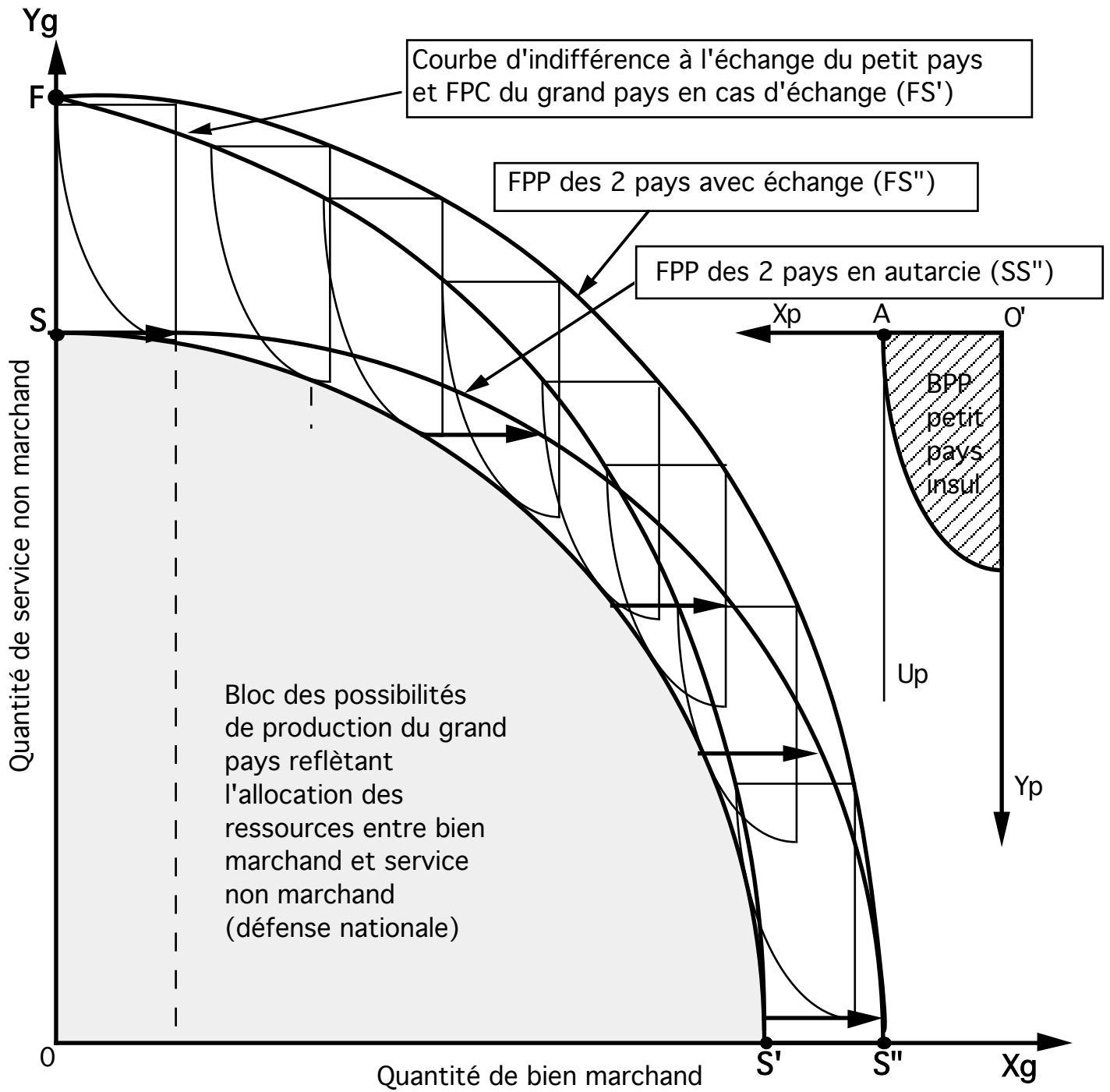
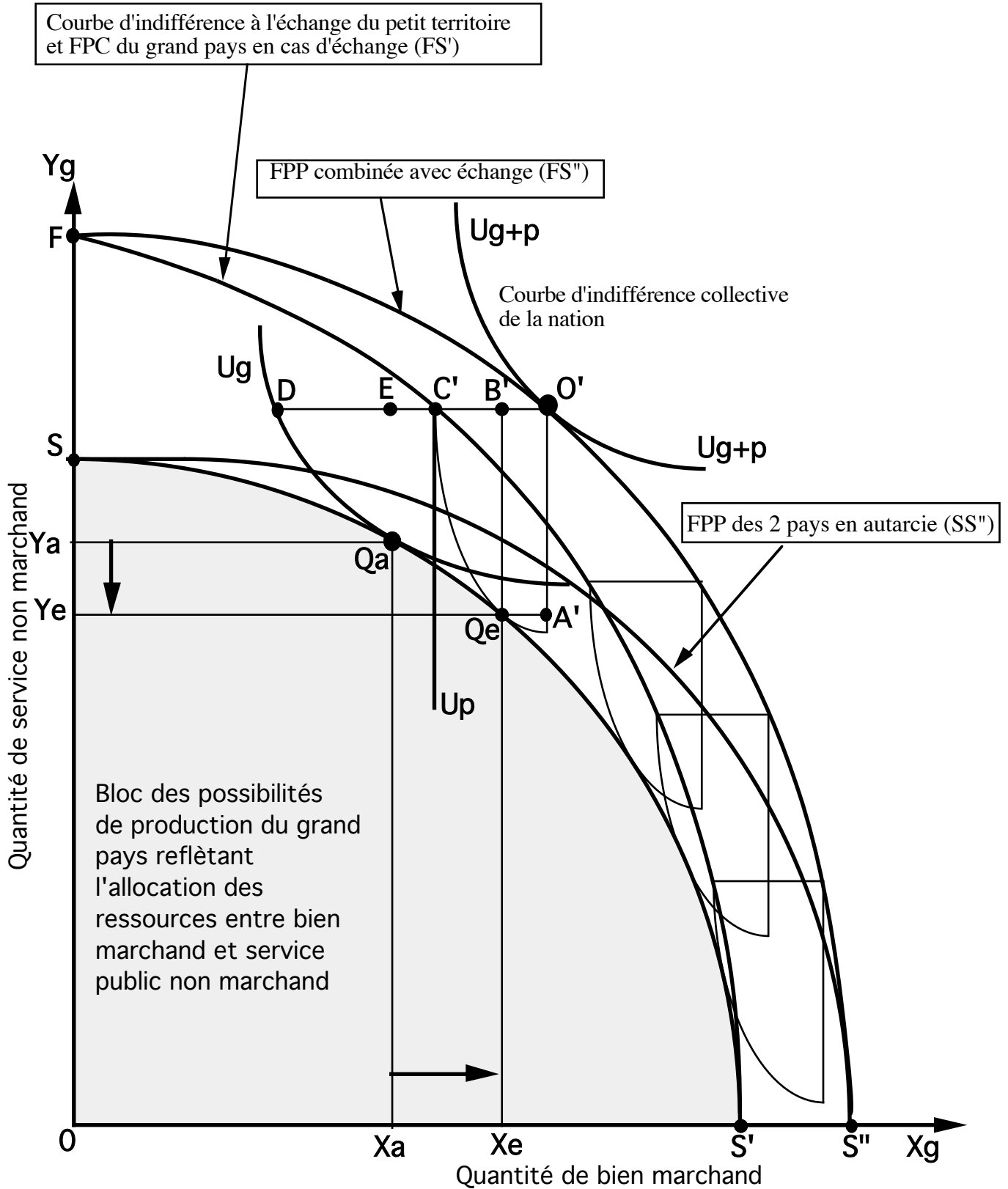


Diagramme 2: Echange et autarcie dans le cas d'un territoire insulaire



Bibliographie

Alam Shahid (1982): "The Basic Macro-economics of Oil Economies", *The Journal of Development Studies*, vol 18, N°2, (January), pp 205-216.

Bertram I.G & Watters, R.F. (1985): "The Mirab Economy in South Pacific Microstates", *Pacific View point*, 26 (3): 497-519.

Bertram G. (1986): Sustainable Development in Pacific Micro-Economies, *Word Development*, vol 14, N° 7, p 809-822, 1986.

Blanchet Gilles (1987) *Croissance induite et développement autocentré en Polynésie Française*. Thèse de doctorat d'Etat de Sciences Economiques, Université de RENNES I, 1986. Travaux et documents microédités, Editions de l'ORSTOM, PARIS.

Blanchet Gilles (1989): "Du discours à la réalité en milieu insulaire: Rhétorique du développement autocentré et pratique du développement intégré". *Journal de la société des Océanistes*, N° 88-89, année 89 - 1 & 2 pp 45-51.

Connell John (1988): *Sovereignty & Survival, Island Microstates in the Third World*, Research Monograph N°3, University of Sydney, 1988.

Conseil Economique et Social, rapport sur "la situation économique et les conditions du développement des départements d'outre-mer, 10 novembre 1987, reproduit dans *Problèmes économiques* N° 2056, 6 janvier 1988, 1987

De Miras Claude, (1987): "L'économie martiniquaise: développement sans croissance", dans *Iles tropicales: Insularité, "insularismes*, Collection "Iles et archipels", N°8, édité par le Centre de Recherche sur les Espaces Tropicaux, pp 399-417, 1987.

De Miras Claude, (1988): "L'économie martiniquaise: croissance ou excroissance ?", *Revue Tiers Monde*, tome XXIX, N° 114, 1988.

Hayes Geoffrey (1991): Migration, Metascience, and Development Policy in Island Polynesia", *The Contemporary Pacific*, Volume 3, number 1, spring 1991, 1-58., 1991

Muchielli J.L., Sollogoub M. (1980): *L'échange international*, Economica, 220 p, 1980.

Poirine B. (1991): *L'économie de la Polynésie Française: de la rente atomique au développement*, Thèse de doctorat en économie, Paris 2, 29/11/91, 893 pages, 1991

Poirine B. (1992): *Tahiti: Stratégie pour l'après-nucléaire*, Papeete, distribué par l'Harmattan, Paris, 307 pages, 1992

Poirine, B. (1992) *Tahiti: du melting pot à l'explosion ?*, 158 p., L'harmattan, Paris, 1992.

Poirine B. (1993): Le développement par la rente dans les petites économies insulaires, à paraître, *Revue Economique*, Paris, 1993.

Reymondet-Commy J.P.(1988): La libre association avec les Etats-Unis comme stratégie de développement de la Micronésie, *Colloque Stratégies de développement des économies insulaires à pouvoir d'achat élevé*, Saint-Denis de La Réunion, Région

Réunion, 7-10 novembre 1988.

Notes

¹ “Despite the widespread post-independence emphasis on the need for greater self-reliance, far beyond merely fiscal self-reliance, this rhetoric has failed to disguise the reality of increasing incorporation. IMS [Island Micro States] have become increasingly dependent on the external environment for capital (aid, loans, remittances and private investment), technology and commodities, expertise and even cultural change. Growing dependence has inevitably meant some loss of autonomy and self-sufficiency even if there has often been a “negotiated dependence”, albeit on unequal terms (...) More often self-reliance remains a nominal political objective, the key to the formulation of development plans, but not a genuine economic objective (...) In the smallest IMS and dependent territories where aid (and remittance) have been substantial the structure of the economy has been transformed from subsistence towards subsidy. (...) The smallest colonies and IMS, by choice, and larger IMS, for want of a superior option, have increased their ties with metropolitan powers and moved from productive towards rentier status (...)” Connell J. (1988), *Sovereignty & Survival, Island Microstates in the Third World*, Research Monograph N°3, University of Sydney. Passages soulignés par nous.

² “Cette politique de “self-reliance” n’a pas donné les résultats escomptés et les essais en direction d’une approche régionale des problèmes de développement n’ont guère eu plus de succès (...) force est de constater que, dans une majorité de cas, la contribution la plus effective en matière de croissance est désormais moins imputable à la mise en valeur des ressources locales qu’à des activités liées à l’extérieur, qu’il s’agisse du tourisme, du commerce ou de flux financiers liés à l’aide reçue ou aux fonds expédiés par la population émigrée”

BLANCHET Gilles (1989) Du discours à la réalité en milieu insulaire: Rhétorique du développement autocentré et pratique du développement intégré. *Journal de la société des Océanistes*, N° 88-89, année 89 - 1 & 2 pp 45-51.

³ “the MIRAB system is likely to prove durable and persistent over a considerable period of time. In advancing this hypothesis we are suggesting that the regional MIRAB system is capable of self-reproduction through time”. (...) “The future sustainability of above-subsistence living standards, and the prospects for future increases in those living standards, hinge upon the durability of existing and future sources of rent income. Despite frequent claims and threats to the contrary, both budgetary support for local governments, and remittances from overseas migrants to island resident households, appear to be reasonably secure for the foreseeable future”

BERTRAM G. (1986) Sustainable Development” in *Pacific Micro-Economies*, *World Development*, vol 14, N° 7, p 809-822.